الجمهورية الإسلامية الموريتانية
RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

المحافظ
Le Gouverneur

البنك المركزي الموريتاني
BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

VISA : DAJC
البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Nouakchott, le 31 MARS 2022 نواكشوط

INSTRUCTION N° 04 /GR/2022

PORTANT RÉGLEMENTATION DES ÉTABLISSEMENTS DE MONNAIE ÉLECTRONIQUE

Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie,

- Vu la loi n° 73.118 du 30 mai 1973, portant création de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu la loi n° 2018-034 du 8 août 2018, portant statuts de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu la loi n° 2019-017 du 20 février 2019 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- Vu la loi n° 2018-036 bis du 16 août 2018 portant réglementation des établissements de crédit ;
- Vu la loi n° 2004-042 du 25 juillet 2004 fixant le régime applicable des relations financières avec l'étranger et leur enregistrement statistique ;
- Vu la loi n° 2021-014 du 5 juillet 2021 relative aux services et moyens de paiement électronique ;
- Vu le décret n° 2019-197/PM/MJ du 23 octobre 2019, portant application de la loi n° 2019-017 du 20 février 2019 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- Vu le décret n°08-2020/PR du 21 janvier 2020 portant nomination du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu l'instruction n° 06/GR/2019 du 22 novembre 2019 relative aux exigences de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (tous les établissements financiers autres que les sociétés d'assurance) ;
- Vu l'instruction n° 02/GR/2022 portant réglementation des services et moyens de paiement électronique ;
- Vu les délibérations du Conseil Prudentiel de Résolution et de Stabilité Financière en date du 30 MARS 2022 ;

Décide :

TITRE I – OBJET ET TERMINOLOGIE

Article premier : La présente instruction a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'exercice des établissements de monnaie électronique

شاع الاستقلال
ص ب: 623 نواكشوط - موريتانيا
هاتف:
+ 222 45 25 22 06
+ 222 45 25 28 88
فاكس:
+ 222 45 25 27 59
info@bcm.mr
www.bcm.mr

BP 623
Nouakchott Mauritanie
Tél: + 222 45 25 22 06
+ 222 45 25 28 88
Fax: +222 45 25 27 59
info@bcm.mr
www.bcm.mr

mentionnées par la loi n°2021-014 du 5 juillet 2021 relative aux services et moyens de paiement électroniques (ci-après la « **Loi** »)

Article 2 : Les termes utilisés dans la présente instruction ont la signification que leur confère la Loi. Par ailleurs, pour l'application de la présente Instruction il y a lieu d'entendre par :

- **Prestations externalisées :** les prestations pour lesquelles l'entreprise assujettie confie à un tiers, de manière durable et à titre habituel, la réalisation de prestations de services de support liés à des fonctions opérationnelles essentielles ;
- **Jour ouvrable** : un jour au cours duquel l'établissement de monnaie électronique exerce une activité permettant d'exécuter les services pour lesquels il a été agréé ;
- **Payeur** : une personne physique ou morale qui est titulaire d'un compte de paiement et autorise un ordre de paiement à partir de ce compte de paiement, ou, en l'absence de compte de paiement, une personne physique ou morale qui donne un ordre de paiement ;
- **Prestations de services de support liés à des fonctions opérationnelles essentielles** : toute prestation de services lorsqu'une anomalie ou une défaillance dans son exercice est susceptible de nuire sérieusement à la capacité de l'établissement] assujetti de se conformer en permanence aux conditions et obligations de son agrément et à celles relatives à l'exercice de son activité, à ses performances financières ou à la continuité de ses services et activités.

  Sans préjudice de l'appréciation de toute autre tâche, les tâches suivantes ne sont pas considérées comme des prestations de services de support liés à des fonctions opérationnelles essentielles pour l'application de la présente instruction :
  - la fourniture à l'entreprise assujettie de services de conseil et d'autres services ne faisant pas partie des activités couvertes par son agrément ou par son habilitation, y compris la fourniture de conseils juridiques, la formation de son personnel, les services de facturation et la sécurité des locaux et du personnel de l'entreprise ;
  - l'achat de prestations standard, y compris des services fournissant des informations de marché ou des flux de données sur les prix.

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
ا م ق ن
Visa
تأشيرة

TITRE II – Généralités

Article 3 : Les établissements de monnaie électronique sont des personnes morales, autres que les établissements de crédit habilité à émettre des moyens de paiement

sous forme de monnaie électronique conformément à la Loi et dont les activités se limitent à :

- l'émission de monnaie électronique ;
- et la distribution de monnaie électronique consistant conformément à la Loi en les services de retrait d'espèces, de chargement et rechargement contre remise de monnaie fiduciaire ou scripturale, de paiement et de transfert d'argent liés à la monnaie électronique.

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Les établissements de monnaie électronique peuvent effectuer la fourniture de services connexes opérationnels ou étroitement liés à l'émission et la distribution de monnaie électronique, tels que des services de change, des services de garde et l'enregistrement et le traitement des données dans le respect de la législation et la réglementation à ces services.

Les établissements de monnaie électronique ne sont pas autorisés à consentir, sous quelque forme que ce soit, des services de crédit à leur clientèle, ni à payer des intérêts sur les fonds perçus en contrepartie des unités de monnaie électronique émise.

Toutefois, les fonds provenant d'un crédit octroyé à un client par une banque ou une institution de microfinance peuvent être utilisés pour émettre de la monnaie électronique.

TITRE III – De l'agrément

Section 1 – Conditions générales

Article 4 : Toute personne qui entend effectuer, à titre habituel, l'activité l'émission et de distribution de monnaie électronique en qualité d'établissement de monnaie électronique est tenue, avant de commencer cette activité, d'être agréée par la Banque Centrale de Mauritanie.

Article 5 : Les établissements de monnaie électronique ont pour activités exclusives l'émission et la distribution de monnaie électronique. Ils ne peuvent pas exercer d'autre activité commerciale à l'exception des services étroitement connexes pour lesquels ils ont été agréés.

Article 6 : L'agrément d'un établissement de monnaie électronique est attribué à la personne morale et n'est ni transférable, ni cessible.

Article 7 : L'agrément de la Banque centrale de Mauritanie ne peut être délivré qu'à des sociétés établies régulièrement en Mauritanie sous la forme de sociétés anonymes pluripersonnelles.

Article 8 : Seuls les établissements de monnaie électronique établis en Mauritanie sont agréés à faire usage public en Mauritanie du terme "établissement de monnaie électronique" ou plus généralement des termes faisant référence au statut

d'établissement de monnaie électronique, notamment dans leur dénomination sociale, dans la désignation de leur objet social, dans leurs titres, effets ou documents ou dans leur publicité.

Article 9 : La demande d'agrément comme établissement de monnaie électronique est adressée au Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie, accompagnée d'un dossier comprenant les pièces et informations suivantes :

- forme juridique et copie notariée des statuts du demandeur ;
- adresse du siège social du demandeur ;
- certificat d'inscription au registre de commerce lorsque la société du demandeur est déjà immatriculée ou un reçu de dépôt de la demande d'immatriculation dans le cas d'une société en formation. Dans cette seconde hypothèse, le demandeur communique son certificat d'immatriculation dès les formalités d'enregistrement auprès du registre de commerce terminées ;
- identité des détenteurs du capital, leur participation en fractions du capital du demandeur et en droits de vote, ainsi que tous éléments permettant de démontrer l'honorabilité et la solidité financière des détenteurs de capital ;
- le cas échéant, renseignements détaillés sur les sociétés détentrices d'une part du capital du demandeur et sur le bénéficiaire effectif de l'établissement de monnaie électronique, au sens de la loi n 2019-017 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- copie de la carte d'identité nationale du président du conseil d'administration et du directeur général, ou du président du conseil de surveillance et des membres du directoire, accompagnée d'une copie certifiée conforme de la décision de l'assemblée générale les ayant nommés, et de tous éléments permettant de démontrer l'honorabilité et l'expertise des membres des organes d'administration et de direction ;
- copie de l'immatriculation fiscale ;
- relevé d'identité bancaire de la personne morale ;
- attestation que le demandeur et les dirigeants responsables ne figurent pas sur la liste des créances gelées ;
- attestation de régularité par rapport à la réglementation de change ;
- programme d'activités indiquant les services d'émission et de distribution de monnaie électronique et les éventuelles autres activités connexes envisagés;
- preuve que le demandeur dispose des fonds pour constituer le capital minimum et le dépôt de garantie exigé et tout élément permettant d'attester sa solidité financière ;
- justification de l'origine licite des fonds précités ;
- plan d'affaires comportant notamment un plan financier afférent aux trois (3) premiers exercices, démontrant que le demandeur dispose, pour garantir

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

une gestion saine en matière d'émission et de distribution de monnaie électronique, de ressources appropriées aux activités qu'il entend exercer ; à ce titre, doit être communiqué le plan prévisionnel (dates, objets ...) d'utilisation des fonds déposés pour constituer le capital minimum ;

- description des mesures destinées à assurer la protection de la conservation et du transport des fonds ;
- description de la structure de gestion et du dispositif organisationnel du demandeur ;
- description des modalités d'exercice de l'activité du demandeur, y compris, le cas échéant, une description du projet de recours à de la sous-traitance et/ou à des agents et du projet de participation du demandeur à un système de paiement ;
- description du processus de gestion des données de paiement sensibles ;
- description de la politique de gestion des risques du demandeur basée sur une analyse détaillée des risques liés aux services de monnaie électronique prévus et une description des mesures de contrôle et d'atténuation des risques, prises pour protéger les utilisateurs et gérer les risques opérationnels, notamment de sécurité et informatiques ;
- description des dispositifs en matière de continuité des activités, y compris une définition claire des activités essentielles, des plans d'urgence et de la procédure relative à l'examen périodique de leur adéquation ;
- description du processus permettant le respect des exigences réglementaires relatives à l'émission et la distribution de monnaie électronique.

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Article 10 : Dans le cadre de l'instruction de la demande d'agrément, la Banque Centrale de Mauritanie est habilitée à réclamer tout document et renseignement et à auditionner toute personne qu'elle juge nécessaire.

Est considérée caduque, toute demande d'agrément qui ne répond pas aux renseignements et ne fournit pas les documents requis à l'échéance d'un délai de deux (2) mois à compter de la date de leur réclamation par la Banque Centrale de Mauritanie.

Article 11 : La Banque Centrale de Mauritanie se prononce sur la demande d'agrément dans un délai maximum de quatre (4) mois à compter de la date où elle dispose d'un dossier complet.

La décision d'agrément est notifiée au demandeur par remise en main propre contre décharge ou par envoi avec accusé de réception.

La décision d'agrément précise les activités et services pour lesquels l'agrément est octroyé.

La Banque Centrale de Mauritanie peut assortir l'agrément de conditions relatives à l'exercice de certaines des activités dans le respect de la législation et la réglementation en vigueur.

La Banque Centrale de Mauritanie établit et tient à jour la liste des établissements de monnaie électronique agréés. Elle publie cette liste sur son site internet.

Article 12 : L'agrément est refusé si la Banque Centrale de Mauritanie considère que les conditions légales ou prévues dans la présente instruction ne sont pas remplies. La Banque Centrale de Mauritanie notifie au requérant les motifs du refus d'agrément.

Article 13 : L'agrément est subordonné à la constitution d'un capital entièrement libéré d'un montant minimal de dix millions d'ouguiyas (10 000 000 MRU).

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

En cas de préexistence de la société demanderesse, la Banque Centrale de Mauritanie décide dans quelles conditions le capital, les primes d'émission, les réserves et le résultat reporté peuvent être incorporés au capital requis à l'alinéa précédent, ainsi que les éventuelles déductions à opérer. Lorsque le montant retenu est inférieur au capital requis, l'établissement de monnaie électronique est tenu de procéder à une augmentation de capital et de la libérer pour atteindre le montant requis dans les conditions prévues.

Article 14 : L'agrément est subordonné à la constitution d'un dépôt de garantie d'un montant minimal de dix millions d'ouguiyas (10 000 000 MRU) dans un compte ouvert auprès de la Banque Centrale de Mauritanie pour couvrir les transactions.

Chaque année, le montant de la garantie doit être révisé par l'établissement de monnaie électronique en fonction des caractéristiques et du volume de monnaie électronique émise et en circulation, ainsi qu'aux modalités de gestion et de distribution par l'établissement de monnaie électronique et des différents types de risques auxquels il se trouve exposé. La Banque Centrale de Mauritanie précise par voie de circulaire les critères et paramètres permettant d'effectuer le calcul de la garantie. Le montant retenu ne peut être inférieur au montant minimal édicté au premier alinéa du présent article.

Article 15 : L'agrément ne peut être délivré qu'une fois que le demandeur a produit, à la demande de la Banque Centrale de Mauritanie :

- le reçu du versement du capital minimum de dix millions d'ouguiyas (10 000 000 MRU), ou du montant requis en cas de société préexistante, dans un compte ouvert à cet effet auprès de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- le reçu du versement du dépôt de garantie de dix millions d'ouguiyas (10 000 000 MRU) dans un autre compte ouvert à cet effet auprès de la Banque Centrale de Mauritanie ;

- la convention d'ouverture du ou des comptes de cantonnement auprès d'une banque agréée.

Les fonds destinés à constituer le capital ne doivent en aucun cas provenir d'un prêt bancaire ou d'un prêt d'une entité apparentée au sens de l'article 23 de la loi n° 2018-036 bis portant réglementation des établissements de crédit.

Article 16 : Lorsque l'établissement est agréé, il est tenu de déclarer préalablement à la Banque Centrale de Mauritanie tout changement ayant une incidence sur l'exactitude des informations et pièces justificatives au vu desquelles l'agrément a été délivré.

Article 17 : Le retrait de l'agrément d'un établissement de monnaie électronique peut être prononcé par la Banque Centrale de Mauritanie sur demande de l'établissement lui-même. Le retrait de l'agrément peut également être décidé d'office par la Banque Centrale de Mauritanie lorsque l'établissement :

- a obtenu l'agrément au moyen de faux documents ou de fausses déclarations ou par tout autre moyen irrégulier ;
- ne remplit plus une ou plusieurs des conditions d'octroi de l'agrément ou d'une autorisation ultérieure ou omet de déclarer à la Banque Centrale de Mauritanie des changements majeurs à ce sujet ;
- n'a pas commencé son activité dans un délai de six mois à compter de la date de notification de la décision portant agrément ;
- n'exerce plus son activité de façon régulière depuis au moins six mois consécutifs sur le territoire de Mauritanie ;
- a transféré son siège social hors de la Mauritanie ;
- ne respecte plus, malgré des mises en demeure restées infructueuses, les dispositions législatives ou réglementaires des établissements de monnaie électronique ;
- se trouve dans une situation financière ne permettant plus la poursuite de l'exploitation sans mettre en péril les détenteurs de monnaie électronique.

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
ا م ق ن
Visa تأشيرة

Article 18 : Le retrait d'agrément prend effet à la date fixée par la Banque Centrale de Mauritanie et entraîne la radiation de l'établissement de la liste des établissements de monnaie électronique. Si une période de temps est accordée pour procéder à l'extinction des activités, l'établissement demeure sous le contrôle de la Banque Centrale de Mauritanie.

Tout établissement dont l'agrément est retiré entre en liquidation.

L'établissement ne peut faire état de sa qualité d'établissement de monnaie électronique qu'en précisant qu'il est en liquidation.

L'établissement de monnaie électronique en liquidation ne peut émettre de la monnaie électronique. Il ne peut effectuer que les opérations de gestion de monnaie

électronique déjà émise et les services de distribution de monnaie électronique strictement nécessaires à l'apurement de sa situation.

Article 19 : En cas de retrait d'agrément, les fonds de détenteurs de monnaie électronique reçus par un établissement de monnaie électronique sont remboursés aux détenteurs ou transférés selon les modalités prévues par l'instruction n° 02/GR/2022 portant réglementation des services et moyens de paiement électronique. Les fonds qui n'ont pu être restitués à leurs détenteurs sont transférés, sur décision de la Banque Centrale de Mauritanie, à la Caisse des Dépôts et de Développement pour consignation.

Section 2 – De l'agrément simplifié

Article 20 : Conformément à l'article 82 de la Loi, la Banque Centrale de Mauritanie se réserve le droit de délivrer un agrément simplifié d'établissement de monnaie électronique i) dans des conditions et ii) lorsque les activités commerciales dans leur ensemble génèrent une moyenne de la monnaie électronique en circulation inférieure à un montant qu'elle fixera dans une réglementation ultérieure en fonction de l'évolution du marché de la monnaie électronique.

TITRE IV - Modifications soumises à autorisation préalable, notification ou déclaration

Article 21 : Sont soumises à autorisation préalable de la Banque Centrale de Mauritanie les modifications qu'il est prévu d'apporter à la situation des établissements de monnaie électronique agréés qui concernent les éléments suivants :

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

- la forme juridique ;
- Toute modification de la répartition de plus de dix pour cent (10%) du capital ou des droits votes y compris en cas de fusion, absorption ou scission qui peut nécessiter, selon le cas, la demande d'un nouvel agrément ;
- La modification du contrôle de l'établissement de monnaie électronique au sens de l'article 519 du code du commerce qui peut nécessiter, selon le cas, la demande d'un nouvel agrément ;
- Toute opération de prise, d'extension ou de cession de participation dans un établissement de paiement tiers ;
- L'externalisation des prestations de services de support liés à des fonctions opérationnelles essentielles au sens de l'article 2 de la présente instruction étant entendu que l'externalisation ne doit ni affaiblir la qualité du contrôle interne exercé par l'établissement de monnaie électronique, ni entraver les contrôles de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- l'identité du ou des associés indéfiniment responsables des dettes de l'établissement assujetti ;
- le type de services d'émission et de distribution de monnaie électronique pour

lequel un établissement assujetti a été agréé ;

- les mesures prises pour protéger les fonds d'utilisateurs de services monnaie électroniques collectés par des établissements de monnaie électronique, notamment les changements affectant le ou les comptes de cantonnement ouverts auprès d'une banque, avec l'envoi de la (ou des) nouvelle(s) convention(s) ;
- les conditions auxquelles a été subordonné l'agrément.

Article 22 : Les établissements de monnaie électronique notifient à la Banque Centrale de Mauritanie :

- Dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, la désignation de toute nouvelle personne chargée de la direction effective de l'établissement de monnaie électronique. La Banque Centrale de Mauritanie peut décider d'entendre ou de faire entendre la personne concernée et, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la notification, elle peut s'opposer à cette nomination au regard de critères d'honorabilité, d'expérience, de compétence dûment justifiés ou pour prendre en compte les exigences prévues à l'article 31.
- Sans délai, les sanctions administratives, disciplinaires, civiles ou pénales prononcées, ou les procédures disciplinaires ou judiciaires en cours, à leur encontre ainsi que celles à l'encontre de toute personne faisant partie d'un organe de surveillance ou exerçant des fonctions de direction, et qui sont susceptibles de remettre en cause l'appréciation portée par la Banque Centrale de Mauritanie sur l'honorabilité, l'expérience et la compétence de ces personnes. Cette notification est accompagnée de tous les éléments permettant d'apprécier l'importance des faits.
- Lorsque la Banque Centrale de Mauritanie a connaissance de faits qui sont susceptibles de remettre en cause les conditions d'honorabilité et de compétence ainsi que d'expérience adéquate pour l'exercice des fonctions mentionnées au tiret précité, elle peut demander à l'établissement les conséquences qu'il entend tirer de ces faits à l'égard de la personne exerçant ces fonctions. Cette dernière est invitée à faire connaître ses observations.
- Au vu des renseignements et observations transmis selon les procédures précitées, la Banque Centrale de Mauritanie peut décider soit d'ouvrir une procédure de retrait d'agrément de l'établissement assujetti, soit d'exercer son pouvoir de police administrative ou disciplinaire. La décision d'ouvrir une procédure de retrait d'agrément ou d'appliquer des sanctions doit intervenir au maximum trois mois après la réception de la notification prévue au second tiret.

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Article 23 : Sont déclarées à la Banque Centrale de Mauritanie :

- dans un délai de cinq (5) jours ouvrés : la cessation des fonctions mentionnées au premier tiret de l'article 23 ;
- Dans le délai d'un mois les modifications apportées :
    - à la dénomination sociale ;
    - à la dénomination ou nom commercial ;
    - à l'adresse du siège social ;
    - au montant du capital des sociétés à capital fixe ;
    - aux règles de calcul des droits de vote ;
    - à la composition des organes de surveillance des établissements assujettis ;
    - aux modalités d'exercice de la direction générale ;
    - à l'organisation des pouvoirs de direction et de contrôle, confiés à un directoire et à un conseil de surveillance.

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Article 24 : Les demandes d'autorisation, les notifications ainsi que les déclarations prévues aux articles précédents comprennent tous les éléments d'appréciation propres à éclairer la Banque Centrale de Mauritanie sur les causes, les objectifs et les incidences de la modification concernée. Si l'instruction du dossier le nécessite, des éléments complémentaires peuvent être demandés. Dans ce cas, les délais prévus sont suspendus jusqu'à réception de ces éléments.

La Banque Centrale de Mauritanie se prononce dans un délai de deux mois à réception des demandes d'autorisations préalables prévues à l' 0 ou, si la demande est incomplète, dans le même délai à réception de toutes les informations nécessaires aux fins de la décision.

TITRE V - Normes comptables et prudentielles

Section 1 : Normes comptables

Article 25 : Les établissements de monnaie électronique tiennent leur comptabilité conformément au plan comptable mauritanien et, le cas échéant, selon le plan spécifique et les règles particulières prescrites par la Banque Centrale de Mauritanie.

Les états financiers annuels des établissements de monnaie électronique doivent être certifiés par au moins un commissaire aux comptes inscrit sur la liste de l'Ordre national des experts-comptables mauritaniens. La désignation du commissaire aux comptes est soumise à l'autorisation préalable de la Banque Centrale de Mauritanie, selon les dispositions prévues dans l'instruction n° 10/GR/2019 portant application des dispositions relatives au commissariat aux comptes des banques.

La date de clôture annuelle de l'exercice financier des établissements de monnaie électronique est fixée au 31 décembre de chaque année.

Section 2 : Normes prudentielles

Article 26 : Tout établissement de monnaie électronique agréé est tenu de justifier à son bilan du capital minimum entièrement libéré prévu à l'article 13.

Tout établissement de monnaie électronique agréé est tenu de justifier qu'à tout moment l'actif excède le passif exigible de façon effective d'un montant au moins égal au capital minimum. Lorsque cette exigence n'est pas respectée, la Banque Centrale de Mauritanie adresse une injonction à l'établissement de monnaie électronique en vue de rétablir le montant minimum exigé et fixe un délai pour le reconstituer.

Les fonds déposés sur un compte à la Banque Centrale de Mauritanie pour constituer le capital minimum sont bloqués et doivent être utilisés conformément au plan prévisionnel fourni à l'occasion de la demande d'agrément. Ils sont débloqués sur remise d'un justificatif conforme à la Banque Centrale de Mauritanie.

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Les fonds déposés en garantie sur un compte à la Banque Centrale de Mauritanie conformément à l'article 14 sont bloqués et servent de garantie au profit des clients en cas de défaillance de l'établissement de monnaie électronique. Ces fonds ne peuvent être débloqués qu'à la demande de la Banque Centrale de Mauritanie.

Article 27 : Les établissements de monnaie électronique sont tenus de détenir un minimum de fonds propres pour exercer leurs activités. À tout moment, le montant minimal de fonds propres exigés doit être supérieur ou égal à trois pour cent (3%) de son encours en monnaie électronique émise, sans jamais être inférieur au capital minimum prévu à l'article 13.

Les fonds propres retenus dans le calcul du minimum requis sont composés du capital social libéré, des réserves, hors les réserves de réévaluation, et du report à nouveau débiteur ou créditeur, sous déduction des pertes, des non-valeurs, des comptes d'associés débiteurs et des immobilisations incorporelles. Les frais généraux sont ceux qui figurent dans le compte d'exploitation certifié par les commissaires aux comptes.

La Banque Centrale de Mauritanie peut décider à tout moment d'imposer de nouvelles modalités de calcul du minimum de fonds propres, en faisant référence notamment au volume des activités traitées. Elle en informe les établissements de monnaie électronique et fixe les modalités conduisant à respecter la nouvelle norme.

Article 28 : Les établissements de monnaie électronique ne peuvent détenir de participations, directement ou indirectement, dans des entreprises autres que celles

exerçant des activités liées aux services d'émission et de distribution de monnaie électronique.

TITRE VI - Gouvernance, contrôle interne et système d'information

Section 1 : Gouvernance

Article 29 : Au sein d'un établissement de monnaie électronique, il est imposé d'avoir au minimum de deux dirigeants effectifs et un organe d'administration.

Article 30 : Les membres de l'organe d'administration, du directoire ou de la direction générale, ainsi que les responsables des fonctions de contrôle sont exclusivement des personnes physiques.

Article 31 : Nul ne peut exercer la fonction d'administrateur, de membre du conseil de surveillance ou diriger ou gérer, à quelque titre que ce soit, un établissement de monnaie électronique, s'il a été condamné définitivement en Mauritanie ou à l'étranger, comme auteur, complice, ou pour toute tentative de l'une des infractions suivantes :

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

1) contrefaçon ou falsification de billets de banque ou pièces de monnaie, effets publics, obligations, coupons d'intérêts ou utilisation de ces services contrefaits ou falsifiés ;
2) blanchiment de capitaux ou non-respect des dispositions en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ;
3) faux ou usage de faux en écriture ;
4) infraction à la législation et la règlementation de change ;
5) corruption ;
6) vol, extorsion, détournement, abus des biens sociaux, abus de confiance, escroquerie ou recel ;
7) circulation fictive d'effets de commerce ou infraction aux dispositions relatives aux chèques sans provision ou autres moyens de paiement ;
8) banqueroute ou infraction assimilée ;
9) fraude fiscale ;
10) crime contre l'humanité ;
11) terrorisme ;
12) tout autre crime pour lequel les droits civiques lui ont été retirés.

Cette interdiction s'applique également à toute personne :

1) Ayant fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire en Mauritanie ou, d'une procédure d'insolvabilité à l'étranger et ayant force de chose jugée, où ;

2) Ayant pris part à l'administration, à la direction ou à la gestion d'une entreprise quel que soit son objet social, y compris un établissement de crédit, ayant fait l'objet d'une procédure de liquidation

Article 32 : Les dossiers des personnes exerçant les fonctions d'administration, de direction, de gestion ou de contrôle dans un établissement de monnaie électronique doivent être déposés et tenus à jour auprès de la Banque Centrale de Mauritanie selon les modalités fixées par celle-ci.

Article 33 : Il est interdit à toute personne d'être membre de l'organe d'administration, ou du directoire ou d'assumer la direction générale au sein de plus d'un établissement de monnaie électronique de droit mauritanien sauf le cas où l'un des établissements est filiale de l'autre.

Section 2 - Contrôle interne

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Article 34 : Les établissements de monnaie électronique doivent mettre en place un système de contrôle interne adapté à la nature, au volume des activités, à la taille et aux risques auxquels sont confrontés ces établissements. Ce système doit comprendre notamment :

- Un système de contrôle des opérations et des procédures internes ;
- Une organisation comptable et du traitement de l'information ;
- Des systèmes pour identifier, mesurer, surveiller et maîtriser les risques ;
- Un système d'information fiable

Le système de contrôle interne doit être approuvé par l'organe d'administration.

Article 35 : Le système de contrôle des opérations et des procédures internes doit permettre aux établissements de monnaie électronique de :

- Vérifier que les opérations réalisées ainsi que l'organisation et les procédures internes sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur, aux normes professionnelles et déontologiques et aux orientations et normes de gestion de l'établissement ;
- Vérifier la qualité de l'information comptable et financière divulguée ;
- Vérifier les conditions d'évaluation, d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de cette information, notamment en garantissant l'existence de la piste d'audit ;
- Vérifier la qualité des systèmes d'information et de communication

Les établissements de monnaie électronique doivent s'assurer que leur système de contrôle interne défini ci-dessus couvre leurs activités externalisées aux agents et autres tiers telles que prévues par la réglementation en vigueur.

Article 36 : Les établissements de monnaie électronique doivent désigner, parmi leur personnel, des personnes chargées des contrôles, permanent et périodique, conformément aux dispositions ci-après :

a) Le contrôle permanent de la conformité, de la sécurité, de la validation des opérations réalisées et du respect des autres diligences liées à la surveillance des risques doit être assuré, avec un ensemble de moyens adéquats, par des agents dédiés exclusivement à cette fonction au niveau des services centraux et des agences ou par d'autres agents exerçant des activités opérationnelles.
b) Le contrôle périodique de la conformité des opérations, au niveau de risque effectivement encouru, du respect des procédures, de l'efficacité et du caractère approprié des dispositifs mentionnés au a) doit être assuré au moyen d'enquêtes par des agents autres que ceux mentionnés au point a) ci-dessus.

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa
تأشيرة

Article 37 : L'organisation des établissements de monnaie électronique adoptée en application de l'article 36 ci-dessus doit être conçue de manière à assurer une stricte indépendance entre les unités chargées de l'engagement des opérations et les unités chargées de leur contrôle.

Cette indépendance doit être assurée par un rattachement hiérarchique différent de ces unités jusqu'à un niveau suffisamment élevé ou par une organisation qui garantisse une séparation claire des fonctions d'autorisation, d'exécution, de comptabilisation et de contrôle ou encore par des procédures informatiques. Les établissements désignent les responsables pour le contrôle permanent prévu par le point a) de l'article 36.

Les établissements de monnaie électronique doivent disposer en permanence d'une structure d'audit interne indépendante des unités opérationnelles et adaptée à leur taille et à la nature de leurs opérations. Ils désignent, à cet effet, un responsable d'audit interne chargé de veiller à la cohérence et à l'efficacité des missions mentionnées au point b) de l'article 36 et dont l'identité et les curriculums vitae sont communiqués à la Banque Centrale.

Les responsabilités du contrôle permanent de deuxième niveau et périodique peuvent être confiées à une seule personne lorsque la taille de l'établissement le justifie et avec accord de la Banque Centrale.

Les personnes affectées au contrôle permanent de deuxième niveau et au contrôle périodique, ainsi que leurs responsables hiérarchiques, ne doivent effectuer aucune opération commerciale, financière ou comptable.

Section 3 : Système d'information

Article 38 : Les établissements de monnaie électronique doivent se doter :

- d'un système d'information en adéquation avec les caractéristiques et le volume

de monnaie électronique émise et en circulation, ainsi qu'aux modalités de gestion et de distribution par l'établissement de monnaie électronique ;

- d'un dispositif de sécurisation des opérations qui permet d'assurer une parfaite traçabilité des opérations exécutées et des fonds collectés, de recenser les opérations effectuées, de disposer en temps réel de nombre des unités de monnaie électronique en circulation par support et par client et la position des comptes ouverts et de prévenir le risque d'intrusion et les risques liés à la fraude moyennant des mesures organisationnelles et des outils de prévention ;
- d'un système d'enregistrement et de traitement des opérations en temps réel aussi bien au niveau des établissements de monnaie électronique eux-mêmes qu'au niveau de leurs réseaux d'agents de distribution ;
- d'un dispositif de traitement et de protection des données à caractère personnel de leurs clients conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment la loi n° 2017-020 du 22 juillet 2017 sur la protection des données à caractère personnel et ses textes d'application ;
- d'un dispositif adéquat de gestion du risque de liquidité, des risques opérationnels et du risque lié à la cybersécurité ;
- d'un plan de continuité des activités formalisé, maintenu à jour et régulièrement testé.

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Article 39 : Les établissements de monnaie électronique doivent soumettre leurs systèmes informatiques à un audit de la sécurité informatique au moins une fois tous les trois ans et doivent communiquer à la Banque Centrale de Mauritanie une copie du rapport de cet audit.

Ils doivent procéder à des tests afin d'analyser l'état de sécurité de leurs systèmes informatiques et d'évaluer leur capacité à faire face de manière efficace à des attaques ciblant lesdits systèmes. À cet effet, les établissements de monnaie électronique veillent à ce que les tests ne présentent pas des risques de perturbation opérationnelle et ne remettent pas en cause la continuité du service de leurs systèmes informatiques.

Les établissements de monnaie électronique s'assurent que leurs plans de continuité d'activité prévoient des mesures adéquates à prendre en cas de perturbation du fonctionnement de la performance ou de la disponibilité de leurs systèmes informatiques dus à des tests ou à des cyber-attaques.

Les établissements de monnaie électronique doivent informer immédiatement la Banque Centrale de Mauritanie de toute attaque, intrusion et autre perturbation susceptibles d'entraver le fonctionnement de leurs systèmes informatiques.

Dans ce cas, les établissements de monnaie électronique sont tenus de se conformer aux mesures arrêtées par la Banque Centrale de Mauritanie pour mettre fin à ces perturbations.

TITRE VII-Obligations de gestion et de protection des fonds et de la clientèle

Section 1 - Obligations de gestion

Article 40 : Les établissements de monnaie électronique doivent mettre en œuvre les moyens humains, techniques et financiers en adéquation avec leur politique d'implantation et le volume de leur activité.

Lorsqu'un établissement de monnaie électronique dispose de plusieurs lieux pour exercer ses activités, il doit s'assurer que toutes les dispositions légales et réglementaires, notamment celles prévues dans la présente instruction, sont appliquées dans ces différents lieux et que les responsables et les personnels qui y sont employés ont l'honorabilité, les compétences et la formation requises pour exercer les fonctions qui leur sont déléguées.

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa

Les délégations accordées aux responsables des antennes locales doivent être formalisées et peuvent être requises à sa demande par la Banque Centrale de Mauritanie. L'établissement de monnaie électronique et ses dirigeants restent pleinement responsables, notamment vis-à-vis de la Banque Centrale de Mauritanie, de l'application des dispositions légales et réglementaires par ces antennes.

Article 41 : L'établissement de monnaie électronique est tenu de faire figurer sur tous actes, correspondances et autres documents destinés aux tiers, notamment les lettres, annonces, publications diverses et documents commerciaux :

- la raison sociale ;
- le numéro d'agrément ;
- le numéro du registre du commerce ;
- le siège social ;
- le montant du capital libéré.

Les agents des établissements de monnaie électronique doivent également indiquer sur tous les supports destinés à la clientèle l'établissement de monnaie électronique pour lequel ils agissent en faisant figurer les quatre premières mentions précitées.

Article 42 : L'établissement de monnaie électronique doit prendre les mesures nécessaires relatives à l'application de ses obligations légales et réglementaires, notamment au regard de la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et des textes réglementaires de la Banque Centrale de Mauritanie et de l'Unité mauritanienne d'enquêtes financières (UMEF). Il doit notamment se conformer aux obligations relatives à la mise en place de procédures lui permettant de mesurer les risques lors de la vérification des opérations, aussi bien en son siège, que dans ses antennes locales ou chez ses agents.

Article 43 : Les établissements de monnaie électronique doivent se doter de systèmes d'information adaptés à leur activité, leur permettant notamment d'enregistrer les

opérations effectuées, d'identifier les transactions à caractère suspect ou inhabituel et de conserver de façon sécurisée l'ensemble de ces informations.

Les établissements de monnaie électronique doivent conserver les informations d'identification de leurs clients conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Article 44 : Les établissements de monnaie électronique doivent disposer de locaux spécialement dédiés à leurs activités et dotés de moyens de sécurité appropriés conformément aux exigences requises par les autorités compétentes.

Article 45 : Les établissements de monnaie électronique et leurs agents sont tenus de tenir :

- un registre des incidents opérationnels inscrits dans l'ordre chronologique. Ils notent les incidents ayant entraîné une interruption des services monnaie électronique pendant une durée supérieure à deux (2) heures, en indiquant notamment le motif et la durée de l'incident ainsi que les fraudes et tentatives de fraudes enregistrées. Un modèle de ce registre figure au point 1.2 de l'**Annexe 1.**
- un registre des réclamations clientèle. Un modèle de ce registre figure au point 1.3 de l'**Annexe 1.**

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa

Les incidents opérationnels qui entraînent un arrêt des services de monnaie électronique pendant plus de deux jours ou dont l'impact financier est supérieur à cent cinquante mille ouguiyas (150 000 MRU) doivent faire l'objet d'un signalement sans délai à la Banque Centrale de Mauritanie.

Section 2 - Obligations d'identification de la clientèle

Article 46 : Les établissements de monnaie électronique adoptent et mettent en œuvre les exigences d'information et d'identification applicables à la clientèle qu'elles sont déterminées dans l'instruction n° 02/GR/2022 portant réglementation des services et moyens de paiement électronique.

Section 3 : Obligations de protection de la clientèle

Article 47 : Les établissements de monnaie électronique adoptent et mettent en œuvre les mesures d'information et de protection de la clientèle telles qu'elles sont déterminées dans l'instruction n° 02/GR/2022 portant réglementation des services et moyens de paiement.

Article 48 : En particulier, et sans préjudice des dispositions concernées de l'instruction n° 02/GR/2022 portant réglementation des services et moyens de paiement électronique, les établissements de monnaie électronique sont tenus de mettre en place un service chargé du traitement des réclamations de la clientèle et des politiques et des procédures claires pour la réception et le traitement des réclamations des utilisateurs de services de monnaie électronique ou d'autres

parties intéressées, telles que les associations de consommateurs, qui estiment que les droits que leur garantit la réglementation ne sont pas respectés.

Par ailleurs, les établissements de monnaie électronique sont tenus d'informer clairement leurs clients des mécanismes de résolution extrajudiciaires qui sont à leur disposition et des conditions pour y accéder

Les établissements de monnaie électronique ainsi que leurs agents sont tenus de garder trace sur un registre chronologique de toutes les réclamations avec les justificatifs fournis aux clients. Ce registre est déclaré mensuellement à la Banque Centrale et présenté à ses agents en cas de contrôle, en même temps que les copies des reçus et des pièces justificatives »

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Les établissements de monnaie électronique sont tenus de mettre en place des politiques et des procédures claires concernant le traitement des comptes de paiement des personnes décédées, les comptes dormants ou inactifs ainsi que les conditions de gel et de réactivation d'un compte de paiement.

Article 49 : Les établissements de monnaie électronique n'ont accès qu'aux données à caractère personnel nécessaires à l'émission et la distribution de la monnaie électronique. L'utilisateur de services de monnaie électronique est informé des données à caractère personnel conservées ou traitées pour répondre à des obligations légales ou réglementaires. Il doit donner son accord express pour tout autre traitement ou conservation de ses données personnelles

Article 50 : La Banque Centrale de Mauritanie peut recevoir, par tous moyens, les plaintes relatives aux infractions aux dispositions relatives à la protection de clientèle et demander toute explication nécessaire aux établissements de monnaie électronique. En cas d'infraction aux dispositions de la présente instruction, la Banque Centrale de Mauritanie peut prendre les mesures et les sanctions qui s'imposent à l'encontre des établissements de monnaie électronique.

Section 4 : Obligations de protection des fonds des clients

Article 51 : Les fonds inscrits sur les comptes de monnaie électronique doivent être identifiés distinctement dans la comptabilité de l'établissement de monnaie électronique et ne peuvent être confondus avec les fonds de personnes physiques ou morales autres que les détenteurs de monnaie électronique.

Ces fonds doivent être déposés, au plus tard le jour ouvrable suivant lequel ils ont été reçus, sur un compte de cantonnement, dédié exclusivement à la gestion de ces fonds et ouvert auprès d'un établissement de crédit habilité à recevoir des fonds à vue du public par agrément de la Banque Centrale de Mauritanie. La Banque Centrale de Mauritanie peut, sur la base de son appréciation du profil de risques, exiger d'un établissement de monnaie électronique la création de plusieurs comptes de cantonnement, en vue de le mettre en adéquation avec son volume d'activités

Les fonds collectés en contrepartie de l'émission de monnaie électronique sont protégés tant que la monnaie électronique émise est en circulation.

Article 52 : Le compte ou les comptes de cantonnement doivent satisfaire les conditions suivantes :

- faire l'objet d'une convention dûment signée par l'établissement de monnaie électronique et la banque dépositaire ; la convention doit fixer au minimum les modalités de fonctionnement des comptes, les conditions de la gestion des fonds par la banque, les modalités d'information de l'établissement de monnaie électronique sur les mouvements ayant affecté le compte de cantonnement et la rémunération applicable à ce compte ; elle doit prévoir un accès quotidien pour l'établissement de monnaie électronique aux mouvements et au solde de son compte.
- être distinct des comptes que peut ouvrir l'établissement de monnaie électronique pour ses propres besoins et excluant explicitement toute clause contractuelle de fusion avec les autres comptes de l'établissement de monnaie électronique.
- avoir un solde qui corresponde à la somme des soldes de l'ensemble des unités de monnaie électronique en circulation, sous réserve du décalage autorisé à l'article 51, second alinéa ;
- être régi par des règles internes limitatives d'usage, excluant toute utilisation des fonds pour le financement des besoins de financement de l'établissement de monnaie électronique.

L'établissement doit être mesure à tout moment de justifier la ventilation solde du ou des comptes de cantonnement entre les titulaires des comptes de paiement dans ses livres.

La Banque Centrale de Mauritanie peut prendre toutes mesures qu'elle estime nécessaires pour garantir l'application et le respect des dispositions précitées.

Article 53 : Les établissements de monnaie électronique sont tenus de rapprocher quotidiennement, à l'exception des jours fériés, le solde du ou des comptes de cantonnement et la somme des soldes des comptes de paiement ouverts dans leurs livres.

TITRE VIII- SUPERVISION DE LA BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

Section 1 - Registres obligatoires

Article 54 : Les établissements de monnaie électronique sont tenus de tenir les registres des incidents opérationnels et des réclamations clientèle conformément aux modèles fournis aux points **1.2 et 1.3 de l'Annexe 1.** La Banque Centrale de

Mauritanie peut demander à tout moment à consulter ou se voir communiquer ces registres.

Section 2 – Obligations de déclaration

Article 55 : Les établissements de monnaie électronique sont tenus de transmettre chaque année à la Banque Centrale de Mauritanie, au plus tard le 31 janvier suivant la clôture de l'exercice :

- la copie des états financiers certifiés de l'exercice, y compris le rapport du commissaire aux comptes ;
- le rapport de gestion du conseil d'administration ou du conseil de surveillance ou du gérant.

Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa

Article 56 : Les conventions passées avec des sociétés étrangères spécialisées dans le transfert de fonds doivent être approuvées par la Banque Centrale de Mauritanie avant leur mise en œuvre. Elles doivent inclure des dispositions prévoyant l'obligation de mettre en permanence à disposition de l'établissement de monnaie électronique tous les renseignements exigés par la réglementation des changes et la réglementation anti-blanchiment sur les transferts de fonds. Ces renseignements doivent être immédiatement disponibles à la demande de la Banque Centrale de Mauritanie.

Article 57 : Les établissements de monnaie électronique doivent déclarer chaque mois à la Banque Centrale de Mauritanie, au plus tard cinq (5) jours ouvrables après la fin du mois auquel les opérations se rapportent, suivant le modèle prévu aux **Annexes 1 et 2** et sur le support demandé, les informations relatives à (au) :

- registre des opérations de services financiers (**Annexe 1.1**)
- Suivi mensuel des incidents opérationnels (**Annexe 1.2 bis**)
- l'encours de la monnaie électronique ainsi que les opérations entrantes et sortantes (**Annexe 2.1**)
- la valeur des placements des engagements financiers liés à la monnaie électronique (**Annexe 2.2**).

Article 58 : Les établissements de monnaie électronique doivent déclarer chaque fin de semestre à la Banque Centrale de Mauritanie suivant le modèle prévu à l'**Annexe 3** et sur le support demandé, les informations suivantes :

- Le tableau des ratios (**Annexe 3.1**)
- la valeur des placements des engagements financiers liés à la monnaie électronique (**Annexe 3.2**).
- les indicateurs financiers (**Annexe 3.3**)
- les indicateurs d'activités
    - indicateurs de volumétrie (**3.3.1**)
    - indicateurs de distribution (**3.3.2**)

Section 3 - Contrôle et sanctions

Article 59 : La Banque Centrale de Mauritanie assure la supervision des établissements de monnaie électronique et veille à ce qu'ils opèrent conformément aux dispositions légales et règlementaires et aux règles de bonne conduite.

Elle peut se faire communiquer toute information utile à son contrôle, notamment celles relatives à l'organisation, au fonctionnement, à la situation et aux opérations des établissements de monnaie électronique. Les établissements ne peuvent à cet égard objecter une quelconque exception fondée sur le secret professionnel.

Article 60 : Pour l'exercice de sa mission de supervision des établissements de monnaie électronique, et sans préjudice des autres dispositions légales et règlementaires qui l'y habilitent, la Banque Centrale de Mauritanie dispose des pouvoirs et compétences applicables mentionnés au chapitre premier du titre VI de la loi bancaire n° 2018-036 bis portant réglementation des établissements de crédit et dans les mêmes conditions de responsabilité.

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Elle peut en particulier requérir toute information des personnes détenant 5% du capital ou des droits de vote d'un établissement, et notamment entendre ces personnes.

Elle peut également opérer à tout moment un contrôle sur place des établissements, dans leurs locaux ou ceux de leurs agents. Ces contrôles peuvent être effectués sans préavis.

Toute entrave aux prérogatives de la Banque Centrale de Mauritanie et tout refus de coopération et de communication est passible des sanctions administratives prévues à l'article 62 de la présente instruction.

Article 61 : La Banque Centrale de Mauritanie peut adresser une injonction à un établissement de monnaie électronique lorsqu'il ne respecte pas les normes prudentielles ou se trouve en infraction à toute autre disposition légale ou réglementaire, afin de restaurer sa situation financière ou faire cesser les infractions constatées. En cas de besoin, la Banque Centrale de Mauritanie peut exiger de l'établissement la signature d'un contrat-programme qui l'engage à prendre les mesures appropriées.

Article 62 : La Banque Centrale de Mauritanie peut prendre une ou plusieurs sanctions suivantes à l'encontre des établissements de monnaie électronique :

- avertissement écrit afin de se conformer aux dispositions légales ou réglementaires dans un délai déterminé ;
- paiement d'une amende en fonction de la nature et de la gravité de l'infraction ;
- suspension de la distribution des dividendes ;

- suspension provisoire ou définitive d'un ou de plusieurs associés ou dirigeants dont la responsabilité dans la commission de l'infraction est engagée ;
- retrait partiel de l'agrément ;
- retrait de l'agrément.

Article 63 : Les établissements et de monnaie électronique sont soumis aux dispositions de l'instruction n° 10/GR/2020 du 30 juin 2020 relative aux sanctions applicables aux établissements de crédit. À cet égard, les établissements de monnaie électronique sont assimilés à des établissements de crédit non bancaires.

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Article 64 : Tout établissement de monnaie électronique qui présente des manquements aux obligations de vigilance et d'identification conformément aux dispositions de la loi n° 2019/017 du 20 février 2019 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et ses textes d'application s'expose à une pénalité d'un montant de cinq cent mille ouguiyas (500 000 MRU), sans préjudice des autres sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 65 : La Banque Centrale de Mauritanie peut publier les sanctions prises à l'encontre d'un établissement de monnaie électronique pour faire suite aux infractions des dispositions de la loi anti-blanchiment ou les textes pris dans son application.

Article 66 : La Banque Centrale de Mauritanie peut faire recours à la force publique à l'encontre des personnes physiques ou morales qui effectuent des opérations d'émission et/ou de distribution de monnaie électronique sans agrément aux fins de faire cesser l'infraction.

TITRE IX- DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 67 : Chaque établissement de monnaie électronique est tenu d'adhérer à un organisme affilié à l'association professionnelle des établissements financiers.

Article 68 : La présente instruction entre en vigueur à compter de sa date de signature. Elle annule et remplace toute disposition antérieure contraire.

Cheikh El Kebir Moulaye Taher

البنك المركزي الموريتاني
المحافظ
Le Gouverneur
BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

Annexe 1 : Registres et Modèle de déclaration mensuelle à adresser à la Banque Centrale de Mauritanie

Rapport Mensuel de surveillance

Nom de l'établissement émetteur :

Etablissement(s) de cantonnement (s) des fonds :

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC

Annexe 1.1 REGISTRE DES OPERATIONS DES SERVICES FINANCIERS						
Services financiers des EME	MOIS-2		MOIS-1		MOIS	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
1- Chargements en espèce						
Rechargements en espèce						
Autres (indiquer)						
2- Chargement transfert bancaire						
Chargement transfert bancaire						
Autres (indiquer)						

3- Opérations de paiement						
Paiements de factures						
Paiement marchand						
Paiement de salaires						
Rechargements téléphoniques *						
Transactions avec les administrations publiques (impôts, taxes, bourses, indemnités sociales, etc.)						
Autres (indiquer)						
4- Transfert d'argent						
Transferts personne à personne						
Transferts personne à entreprise						
Autres (indiquer)						
5- Retraits (cash-out)						
Retraits (cash-out)						
Autres (indiquer)						

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC

TOTAL						

* Il s'agit des unités de recharges téléphoniques achetés avec un compte de paiement et non l'inverse qui est interdit par la réglementation

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa

Annexe 1.2 REGISTRE DES INCIDENTS OPERATIONNELS

N° de l'incident	Types d'incident	Date et heure du début de l'interruption	Date et heure de la fin de l'interruption	Durée de l'interruption du service	Motif de l'incident	Fraudes et tentatives de fraudes	Mesures prises	Perte opérationnelle éventuelle

Annexe 1.2 bis : SUIVI MENSUEL DES INCIDENTS OPERATIONNELS

LIBELLES	Mensuel			
	M-2	M-2	M-1	M
Nombre d'incidents constatés (1)				
Durée moyenne de résolution des incidents (en heure)				
Durée de résolution d'incidents la plus longue (en heure)				
Nombre de cartes en opposition				
Nombre de cartes capturées (2)				
Nombre de réclamations enregistrées Nombre de fois que les plateformes techniques ont connu des pannes				
Durée moyenne de résolution des pannes sur les plateformes techniques				
Durée de résolution de pannes la plus longue (en heure)				

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa

(1) - Il s'agit de dysfonctionnements ayant entraîné une cessation partielle ou totale du processus de traitement des opérations

Décrire en appui à cette déclaration, les incidents survenus, le diagnostic et les solutions appliquées

(2) - Indiquer et analyser les motifs pour lesquels les cartes ont été capturé

Annexe 1.3 REGISTRE DES RECLAMATION DE LA CLIENTELE

Date la réception de la réclamation (JJ/MM/AAAA) :		NUMERO D'ORDRE :
I- IDENTIFICATION DU CLIENT		
1. Nom :	3. Date de naissance (JJ/MM/AAAA) :	5. Lieu de naissance :
2. Prénom (s) :	4, Numéro de compte du client :	6. Agence concernée :
7. Adresse :	8. Numéro de téléphone :	9. Email :
10. Réclamation : Etablissement concerné :		
II- OBJET DE LA RECLAMATION		
Détail de la demande/réclamation :		

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Annexe 2 : Modèle de déclaration mensuelle à adresser à la Banque Centrale de Mauritanie

Rapport mensuel de contrôle de l'encours de la monnaie électronique

Nom de l'établissement émetteur :

Etablissement(s) de cantonnement (s) des fonds :

Annexe2.1 : CONTRÔLE DE L'ENCOURS DE LA MONNAIE ÉLECTRONIQUE

Libellé		en MRU	
		Mois m-1	Mois m
Valeur de la monnaie électronique en circulation (banque 1) + (banque 2) (*)			
	Établissement de cantonnement des fonds :		

Solde du compte de cantonnement (banque 1)	Numéro du compte :		
	Intitulé du compte :		
Solde du compte de cantonnement (banque 2)	Établissement de cantonnement des fonds :		
	Numéro du compte :		
	Intitulé du compte :		
Opérations sortantes			
Nombres Opérations			
Opérations en MRU			
Montant total MRU			
Opérations entrantes			
Nombres Opérations			
Opérations en MRU			
Montant total MRU			

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC

Annexe2.2 : VALEUR DES PLACEMENTS DES ENGAGEMENTS FINANCIERS LIES A LA MONNAIE ELECTRONIQUE				
Libellé (Placements effectués) (*)	Trimestre t-3	Trimestre t-2	Trimestre t-1	Trimestre t
Dépôt à vue				
Dépôts à terme				
Total				
(*) Joindre les relevés justificatifs des soldes pour la période concernée ainsi que la nature des actifs de placement et la durée initiale des placements.				

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Vien تأشيرة

Annexe 3 : Modèle de déclaration semestrielle à adresser à la Banque Centrale de Mauritanie

Rapport Semestriel de surveillance

Nom de l'établissement émetteur :

Etablissement(s) de cantonnement (s) des fonds :

I. RATIOS LIÉS À LA MONNAIE ÉLECTRONIQUE

Annexe 3.1. TABLEAU DES RATIOS

Libellé	en MRU	
	Semestre	
	S-1	S
A –Fonds propres disponibles		
☒ Capital social		

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa

☒ Réserves hors réserves de réévaluation		
☒ Report à nouveau débiteur (-) ou créditeur (+)		
B –10% du montant des frais généraux du dernier exercice		
[Montant minimal de fonds propres = 20 millions MRU ou B si B est supérieur au capital minimum]		
Ratio de couverture de la monnaie électronique (Capitaux Propres / Engagement en monnaie électronique) ≥ 3%		
Valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique/ Valeur de la monnaie électronique en circulation≤ 25% (*)		
Ratio d'équivalence (Valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique et des dépôts à vue/ Valeur de la monnaie électronique en circulation) ≥ 100% (*)		

Annexe 3.2. VALEUR DES PLACEMENTS DES ENGAGEMENTS FINANCIERS LIES A LA MONNAIE ELECTRONIQUE	
Libellé (Placements effectués) (*)	**en MRU**

	Semestre	
	S-1	S
Dépôt à vue		
Dépôts à terme		
Titres acquis		
Total		

(*) Joindre les relevés justificatifs des soldes pour la période concernée ainsi que la nature des actifs de placement et la durée initiale des placements

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa تأشيرة

Annexe 3.3 : INDICATEURS FINANCIERS		
Libellé	en MRU	
	Semestre	
	S-1	S
Chiffres d'affaires		
Excédent brut d'exploitation		

Résultat d'exploitation		
Trésorerie Nette		
Capitaux propres		
Dettes Financières		
Ressources stables		

البنك المركزي الموريتاني
Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa
تأشيرة

Annexe 3.4: INDICATEURS D'ACTIVITES			
3.4.1. Indicateurs de volumétrie			
Volumétrie	**Semestre**		**TOTAL**
	S-1	**S**	
Nombre de comptes de monnaie électronique ouverts			
Nombre de comptes de monnaie électronique actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)			

Nombre de comptes dormants (aucune transaction au cours des 90 derniers jours)			
Nombre de transactions			
Valeur des transactions (en MRU)			

3.4.2. Indicateurs de distribution			
Distribution	**Semestre**		**TOTAL**
	S-1	**S**	
Nombre de GAB			
Nombre de TPE			
Nombre de sous-distributeurs			
Nombre d'agents distributeurs			
Nombre total de points de services (GAB-TPE- Sous- distributeurs - agents distributeurs)			
Nombre total de points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)			

Banque Centrale de Mauritanie
DAJC
Visa